

**COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE  
DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES  
ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 DÉCEMBRE 2022**

## INDEX

|   | <b>Page</b> |
|---|-------------|
| Rapport de l'auditeur indépendant.          | 1           |
| État des résultats des opérations.          | 2           |
| État de l'évolution de l'actif net.         | 3           |
| Bilan.                                      | 4           |
| État des flux de trésorerie.                | 5           |
| Notes complémentaires aux états financiers. | 6 - 12      |
| Annexes aux états financiers.               | 13          |

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### Aux membres du Comité Paritaire, de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides.

#### Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « fondement de l'opinion avec réserve » les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour la période terminée à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

#### Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'explique la note : 2 des états financiers, les cotisations sont comptabilisées sur une base d'encaissement, n'étant portées aux revenus que lors de leur perception.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

#### Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

## Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquerrons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le *Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides* à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurons relevé au cours de notre audit.

*Gaudette Gaudette Arès*

Comptables Professionnels Agréés

Par : Paul Gaudette, CPA auditeur

Joliette, Québec  
Le 9 février 2023.

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## ÉTAT DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

|   | Résultat<br>4 <sup>e</sup> trimestre<br>2022<br><u>\$</u> | Résultat<br>cumulé<br>2022<br><u>\$</u> | Résultat<br>4 <sup>e</sup> trimestre<br>2021<br><u>\$</u> | Résultat<br>cumulé<br>2021<br><u>\$</u> |
|---|---|---|---|---|
| <b>PRODUITS</b>   |   |   |   |   |
| Cotisations patronales et ouvrières   | 757 134   | 2 836 409                               | 708 267   | 2 707 114                               |
| Cotisations artisanales   | 6 083   | 27 612                                  | 6 345   | 28 695                                  |
| Amendes et pénalités  | 14 623  | 21 180                                  | 3 546   | 19 367                                  |
| Intérêts sur placements   | 6 460   | 21 340                                  | 4 820   | 20 656                                  |
| Variation des intérêts courus sur un placement<br>lié au marché                     | -   | -                                       | -   | 1 013                                   |
| Formation et qualification  | 13 390  | 44 521                                  | 9 723   | 23 590                                  |
| Subventions liées à la formation  | 226 144   | 556 117                                 | 155 546   | 662 491                                 |
| Revenu de gestion lié à la formation  | 46 472  | 44 081                                  | 3 490   | 57 902                                  |
| Gain sur cession d'immobilisations corporelles                                      | <u>18 500</u>   | <u>30 700</u>                           | <u>11 000</u>   | <u>17 364</u>                           |
|   | <u>1 088 806</u>  | <u>3 581 960</u>                        | <u>902 737</u>  | <u>3 538 192</u>                        |
| <b>CHARGES</b>  |   |   |   |   |
| Administration générale (annexe A)  | 466 121   | 1 822 152                               | 472 580   | 1 883 645                               |
| Administration du décret (annexe B)   | 89 350  | 349 924                                 | 95 849  | 383 251                                 |
| Administration de la propriété (annexe C)   | 40 991  | 159 713                                 | 63 086  | 293 078                                 |
| Membres du comité (annexe D)  | 8 730   | 28 756                                  | 7 183   | 22 653                                  |
| Formation (annexe E)  | <u>226 144</u>  | <u>556 117</u>                          | <u>155 546</u>  | <u>662 491</u>                          |
|   | <u>831 336</u>  | <u>2 916 662</u>                        | <u>794 244</u>  | <u>3 245 118</u>                        |
| <b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES<br/>CHARGES AVANT AMORTISSEMENT</b>                | 257 470   | 665 298                                 | 108 493   | 293 074                                 |
| <b>AMORTISSEMENT</b>  | <u>88 560</u>   | <u>350 836</u>                          | <u>85 801</u>   | <u>325 961</u>                          |
| <b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES<br/>CHARGES (DES CHARGES SUR LES<br/>PRODUITS)</b> | <u>168 910</u>  | <u>314 462</u>                          | <u>22 692</u>   | <u>(32 887)</u>                         |

## COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

3-

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

## DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

|   | Investi en immobi-<br>lisations corporelles<br>et actif corporel<br>\$ | Affecté<br>au Fonds<br>d'indemnisation<br>\$ | Non<br>Affecté<br>\$ | Cumulé<br>2022<br>\$ | Cumulé<br>2021<br>\$ |
|---|--|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Solde au début</b>   | 3 125 754  | 275 281                                      | 293 395              | 3 694 430            | 3 727 317            |
| Excédent des produits sur<br>les charges (des charges sur<br>les produits) (page 2) | (320 137)  | 5 122  | 629 477              | 314 462              | (32 887)             |
| Acquisitions d'immobi-<br>lisations corporelles                                     | 72 079   | -  | (72 079)             | -                    | -                    |
| Cession d'immobilisations<br>corporelles  | (42 310)   | -  | 42 310               | -                    | -                    |
| Affectation d'origine<br>interne  | -  | (125 500)                                    | 125 500              | -                    | -                    |
| <b>Solde à la fin</b>   | <u>2 835 386</u>   | <u>154 903</u>                               | <u>1 018 603</u>     | <u>4 008 892</u>     | <u>3 694 430</u>     |

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2022

|  | 2022             | 2021             |
|--|------------------|------------------|
|  | <u>\$</u>        | <u>\$</u>        |
| <b>ACTIF</b>   |                  |                  |
| <b>À COURT TERME</b>   |                  |                  |
| Encaisse   | 1 777 014        | 897 220          |
| Débiteurs (note : 3)   | 1 042 765        | 26 326           |
| Frais payés d'avance   | 48 673           | 40 114           |
| Placements réalisables au cours du prochain exercice (note : 4)                      | <u>100 000</u>   | <u>209 224</u>   |
|  | <u>2 968 452</u> | <u>1 172 884</u> |
| <b>PLACEMENTS</b> (notes : 2 et 4)   | <u>200 000</u>   | <u>300 000</u>   |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> (notes : 2 et 5)                                  | <u>2 834 525</u> | <u>3 112 367</u> |
| <b>ACTIF INCORPOREL</b> (notes : 2 et 6)   | <u>861</u>       | <u>13 387</u>    |
| <b>FONDS D'INDEMNISATION</b> (notes : 2 et 7)  | <u>154 903</u>   | <u>275 281</u>   |
| <b>AUTRE</b> – Dépôt sur achat d'une immobilisation corporelle                       | <u>-</u>         | <u>25 000</u>    |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>  | <u>6 158 741</u> | <u>4 898 919</u> |
| <b>PASSIF</b>  |                  |                  |
| <b>À COURT TERME</b>   |                  |                  |
| Créditeurs (note : 8)  | 204 073          | 183 935          |
| Apports reportés (note : 9)  | 1 889 616        | 1 017 596        |
| Dû aux employés assujettis   | <u>56 160</u>    | <u>2 958</u>     |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>   | <u>2 149 849</u> | <u>1 204 489</u> |
| <b>ACTIF NET</b>   |                  |                  |
| <b>ACTIF NET INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIF INCORPOREL</b> (page 3) | 2 835 384        | 3 125 754        |
| <b>ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATION INTERNE</b> (page 3)                                | 154 903          | 275 281          |
| <b>ACTIF NET NON AFFECTÉ</b> (page 3)  | <u>1 018 605</u> | <u>293 395</u>   |
|  | <u>4 008 892</u> | <u>3 694 430</u> |
| <b>TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET</b>   | <u>6 158 741</u> | <u>4 898 919</u> |

Approuvé par le Conseil d'Administration


 .....Administrateur

.....Administrateur

## COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

5-

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

|  | 2022             | 2021             |
|--|------------------|------------------|
|  | <u>\$</u>        | <u>\$</u>        |
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>  |                  |                  |
| Rentrées nettes provenant des opérations :   |                  |                  |
| Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits) (page 2)        | 314 462          | (32 887)         |
| <u>Ajouter (déduire)</u> : Les éléments sans incidence sur la trésorerie:            |                  |                  |
| Amortissement  | 350 836          | 325 961          |
| Variation de la juste valeur d'un placement lié au marché                            | -                | (1 013)          |
| Gain sur cession d'immobilisations corporelles                                       | <u>(30 700)</u>  | <u>(17 364)</u>  |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note : 10)           | 634 598          | 274 697          |
|  | <u>(79 637)</u>  | <u>(105 523)</u> |
|  | <u>554 961</u>   | <u>169 174</u>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>  |                  |                  |
| Variation - placements   | 209 224          | (4 664)          |
| Acquisition - pavage   | -                | (36 892)         |
| Acquisition - immeuble   | -                | (523 697)        |
| Acquisition - équipement formation   | (34 035)         | (149 869)        |
| Acquisition - matériel roulant   | -                | (39 334)         |
| Acquisition - système informatique   | (38 044)         | (15 680)         |
| Cession - matériel roulant   | 42 310           | 18 500           |
| Acquisition - actif incorporel   | -                | (4 127)          |
| Variation - fonds d'indemnisation  | 120 378          | 100 782          |
| Autre - dépôt sur achat d'immobilisation corporelle                                  | <u>25 000</u>    | <u>(25 000)</u>  |
|  | <u>324 833</u>   | <u>(679 981)</u> |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b> | 879 794          | (510 807)        |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                              | <u>897 220</u>   | <u>1 408 027</u> |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                              | <u>1 777 014</u> | <u>897 220</u>   |

La trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin consistent en l'encaisse.

**COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE**  
**DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**

6-

**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

**1) STATUT ET FORME JURIDIQUE DE L'ORGANISME**

L'organisme a été créé en vertu de la *Loi sur les décrets de Convention Collective du Québec* dans le but de surveiller et d'assurer l'observation et l'application du décret sur l'industrie des services automobiles des régions Lanaudière-Laurentides et d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par cette loi.

L'organisme n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices.

**2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

**Comptabilisation des produits**

Les cotisations du Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Régions Lanaudière-Laurentides sont comptabilisées sur une base d'encaissement, les cotisations n'étant portées aux revenus que lors de leur perception.

Les autres revenus sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**Apports**

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus en dotations sont constatés à titre d'augmentation directe de l'actif net au cours de l'exercice.

**COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE  
DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES**

7-

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**

**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

**2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

**Instruments financiers**

*Évaluation des instruments financiers*

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des débiteurs et des placements.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créiteurs, des subventions reportées et des dus aux employés assujettis.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire et les taux indiqués ci-dessous.

|                                       |   |            |
|---------------------------------------|---|------------|
| Immeuble et aménagement extérieur     | - | 5%         |
| Pavage                                | - | 7%         |
| Mobilier et équipement                | - | 30%        |
| Équipement formation et qualification | - | 20% et 30% |
| Système informatique                  | - | 50%        |
| Matériel roulant                      | - | 20%        |

Toute aide à l'acquisition d'immobilisations corporelles est comptabilisée en réduction des immobilisations afférentes.

**Actif incorporel**

L'actif incorporel est amorti en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 50%. Cet actif est soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable excède la juste valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des actifs non amortis avec leur valeur comptable. Lorsque cette dernière excède la juste valeur, une dépréciation est constatée pour un montant égal à l'excédent.

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 2022

|   | 2022             | 2021          |
|---|------------------|---------------|
|   | <u>\$</u>        | <u>\$</u>     |
| <b>2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)</b>   |                  |               |
| <b>Utilisation d'estimations</b>  |                  |               |
| La présentation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèques qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus. |                  |               |
| Les principales estimations portent sur la dépréciation d'actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.   |                  |               |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>  |                  |               |
| La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les épargnes à terme que l'organisme ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas incluses dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.   |                  |               |
| <b>3) DÉBITEURS</b>   |                  |               |
| Subventions Emploi Québec   | 1 027 773        | -             |
| Intérêts courus sur placements  | 6 402            | 10 476        |
| Taxes à la consommation   | 8 140            | 14 875        |
| Autres  | <u>450</u>       | <u>975</u>    |
|   | <u>1 042 765</u> | <u>26 326</u> |

**COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE**  
**DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**

9-

**AU 31 DÉCEMBRE 2022**

|   | 2022           | 2021           |
|---|----------------|----------------|
|   | <u>\$</u>      | <u>\$</u>      |
| <b>4) PLACEMENTS</b>  |                |                |
| <b>Financière Banque Nationale</b>                                |                |                |
| <b>Certificats de placement garantis</b>                          |                |                |
| Taux  |                |                |
| Échéance  |                |                |
| 2,40%   | 100 000        | 100 000        |
| 2,36%   | <u>100 000</u> | <u>100 000</u> |
|   | <u>200 000</u> | <u>200 000</u> |
| <b>Caisse Desjardins de Joliette et du Centre de Lanaudière</b>   |                |                |
| <b>Épargnes à terme</b>   |                |                |
| 2,28%   | -              | 209 224        |
| 3,00%   | <u>100 000</u> | <u>100 000</u> |
|   | <u>100 000</u> | <u>309 224</u> |
|   | 300 000        | 509 224        |
| <u>Déduire</u> : Portion réalisable au cours du prochain exercice | <u>100 000</u> | <u>209 224</u> |
|   | <u>200 000</u> | <u>300 000</u> |

**5) IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                                       | Coût             | Amortissement cumulé | Valeur nette     | Valeur nette     |
|---------------------------------------|------------------|----------------------|------------------|------------------|
| Terrain                               | 284 583          | -                    | 284 583          | 284 583          |
| Pavage                                | 55 792           | 9 457                | 46 335           | 50 055           |
| Immeuble et aménagement extérieur     | 4 414 189        | 2 110 955            | 2 303 234        | 2 523 916        |
| Mobilier et équipement                | 154 605          | 152 996              | 1 609            | 2 817            |
| Équipement formation et qualification | 606 414          | 455 711              | 150 703          | 192 032          |
| Système informatique                  | 218 814          | 196 622              | 22 192           | 3 045            |
| Matériel roulant                      | <u>108 950</u>   | <u>83 081</u>        | <u>25 869</u>    | <u>55 919</u>    |
|                                       | <u>5 843 347</u> | <u>3 008 822</u>     | <u>2 834 525</u> | <u>3 112 367</u> |

**6) ACTIF INCORPOREL**

|          | Coût           | Amortissement cumulé | Valeur nette | Valeur nette  |
|----------|----------------|----------------------|--------------|---------------|
| Logiciel | <u>103 880</u> | <u>103 019</u>       | <u>861</u>   | <u>13 387</u> |

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 2022

|  | 2022<br>\$       | 2021<br>\$       |
|--|------------------|------------------|
| <b>7) FONDS D'INDEMNISATION</b>  |                  |                  |
| <p>Le fonds d'indemnisation a été constitué pour donner suite à une affectation d'origine interne afin de garantir le paiement d'éventuelles indemnités de départ des employés du Comité advenant sa fermeture. Il est constitué d'épargnes à terme de la Caisse Desjardins de Joliette et du Centre de Lanaudière et du solde de l'encaisse augmenter des revenus d'intérêts perçus sur ces épargnes à terme. Advenant la fermeture au 31 décembre 2022, le Comité aurait eu d'éventuelles indemnités au montant estimatif de 251 276 \$ à verser (301 072 \$ en 2021).</p> |                  |                  |
| Encaisse   | 180              | 558              |
| Épargnes à terme – Caisse Desjardins de Joliette et du Centre de Lanaudière  |                  |                  |
| 3,00%, échéant le 15-10-23   | 104 723          | 104 723          |
| 0,04%, échéant le 10-10-22   | -                | 120 000          |
| 3,00%, échéant le 19-10-23   | <u>50 000</u>    | <u>50 000</u>    |
|  | <u>154 903</u>   | <u>275 281</u>   |
| <b>8) CRÉDITEURS</b>   |                  |                  |
| Fournisseurs   | 124 767          | 76 579           |
| Déductions à la source   | 52 612           | 79 996           |
| Salaires   | <u>26 694</u>    | <u>27 360</u>    |
|  | <u>204 073</u>   | <u>183 935</u>   |
| <b>9) APPORTS REPORTÉS</b>   |                  |                  |
| <p>Subventions Emploi Québec - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre</p> <p>Ces subventions visent l'adoption et la diffusion de programmes de courte durée privilégiant les stages menant à un diplôme d'études professionnel en mécanique automobile afin d'augmenter le nombre d'élèves inscrits en mécanique automobile afin de répondre aux exigences des entreprises qui vivent des difficultés de recrutement.</p>   |                  |                  |
| Solde au début   | 1 017 596        | 794 549          |
| Ajouter : Montant reçu et à recevoir pour l'exercice suivant   | 1 721 616        | 943 440          |
| Déduire : Montant constaté à titre de produits   | (556 117)        | (662 491)        |
| Revenu de gestion constaté   | (44 081)         | (57 902)         |
| Montant remboursé  | <u>(249 398)</u> | <u>-</u>         |
| Solde à la fin   | <u>1 889 616</u> | <u>1 017 596</u> |

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 2022

|   | 2022            | 2021             |
|---|-----------------|------------------|
|   | <u>\$</u>       | <u>\$</u>        |
| 10) VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE<br>DU FONDS DE ROULEMENT |                 |                  |
| Débiteurs   | (1 016 439)     | 68 856           |
| Frais payés d'avance  | (8 561)         | (242)            |
| Créditeurs  | 20 138          | (374 719)        |
| Apports reportés  | 872 023         | 223 047          |
| Dû aux employés assujettis  | <u>53 202</u>   | <u>(22 465)</u>  |
|   | <u>(79 637)</u> | <u>(105 523)</u> |

**11) POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

Le comité, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2022.

**Risque de taux d'intérêt**

Le comité est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent le comité à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Le comité est exposé à ce type de risque sur ses placements en épargnes et certificats de placement garantis. Toutefois, le risque sur les placements est réduit au minimum, ces actifs étant investis auprès de grandes institutions financières.

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

Les fournisseurs et les charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas trente (30) jours.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'entreprise sont liés aux débiteurs.

## DES RÉGIONS LANAUDIÈRE-LAURENTIDES

## ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

## POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

|  | Résultat<br>4 <sup>e</sup> trimestre<br>2022<br><u>\$</u> | Résultat<br>cumulé<br>2022<br><u>\$</u> | Résultat<br>4 <sup>e</sup> trimestre<br>2021<br><u>\$</u> | Résultat<br>cumulé<br>2021<br><u>\$</u> |
|--|---|---|---|---|
| <b>ANNEXE «A» - ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>        |   |   |   |   |
| Salaires   | 168 262   | 662 502                                 | 197 311   | 725 069                                 |
| Avantages sociaux                                  | 42 458  | 194 357                                 | 50 847  | 206 434                                 |
| Frais de bureau                                    | 38 891  | 108 439                                 | 32 700  | 126 751                                 |
| Frais de déplacements                              | 1 201   | 4 610                                   | 1 192   | 3 700                                   |
| Frais de communication                             | 14 146  | 44 639                                  | 14 812  | 49 464                                  |
| Honoraires professionnels                          | 56 068  | 178 333                                 | 45 011  | 287 540                                 |
| Intérêts et frais de banque                        | 1 600   | 5 814                                   | 1 538   | 5 438                                   |
| Assurances   | 2 299   | 9 949                                   | 2 051   | 6 580                                   |
| Dépenses générales                                 | 7 315   | 94 791                                  | 5 058   | 16 334                                  |
| Frais de formation et de qualification             | 106 941   | 410 958                                 | 94 592  | 347 741                                 |
| Cotisation Conseil Provincial                      | 26 940  | 107 760                                 | 26 958  | 107 734                                 |
| Location de salle                                  | -   | -                                       | 510   | 860                                     |
|  | <u>466 121</u>  | <u>1 822 152</u>                        | <u>472 580</u>  | <u>1 883 645</u>                        |
| <b>ANNEXE «B» - ADMINISTRATION DU DÉCRET</b>       |   |   |   |   |
| Salaires   | 81 200  | 324 346                                 | 88 883  | 362 145                                 |
| Frais de déplacements                              | <u>8 150</u>  | <u>25 578</u>                           | <u>6 966</u>  | <u>21 106</u>                           |
|  | <u>89 350</u>   | <u>349 924</u>                          | <u>95 849</u>   | <u>383 251</u>                          |
| <b>ANNEXE «C» - ADMINISTRATION DE LA PROPRIÉTÉ</b> |   |   |   |   |
| Entretien et réparations                           | 13 348  | 52 342                                  | 34 134  | 187 722                                 |
| Électricité et chauffage                           | 11 944  | 44 023                                  | 10 880  | 37 187                                  |
| Taxes  | 12 456  | 49 835                                  | 13 212  | 48 998                                  |
| Assurances   | <u>3 243</u>  | <u>13 513</u>                           | <u>4 860</u>  | <u>19 171</u>                           |
|  | <u>40 991</u>   | <u>159 713</u>                          | <u>63 086</u>   | <u>293 078</u>                          |
| <b>ANNEXE «D» - MEMBRES DU COMITÉ</b>              |   |   |   |   |
| Allocations de présence                            | 6 125   | 22 225                                  | 5 775   | 20 300                                  |
| Frais de déplacements                              | <u>2 605</u>  | <u>6 531</u>                            | <u>1 408</u>  | <u>2 353</u>                            |
|  | <u>8 730</u>  | <u>28 756</u>                           | <u>7 183</u>  | <u>22 653</u>                           |
| <b>ANNEXE «E» - FORMATION</b>                      |   |   |   |   |
| Remboursement salaires assujettis                  | 201 534   | 449 903                                 | 105 721   | 558 030                                 |
| Honoraires professionnels                          | 10 338  | 70 665                                  | 40 482  | 81 247                                  |
| Salaire formateur                                  | -   | 16 514                                  | 7 661   | 15 365                                  |
| Matériel didactique                                | <u>14 272</u>   | <u>19 035</u>                           | <u>1 682</u>  | <u>7 849</u>                            |
|  | <u>226 144</u>  | <u>556 117</u>                          | <u>155 546</u>  | <u>662 491</u>                          |